



ÉCONOMAT DES ARMÉES

DIRECTION GÉNÉRALE

Direction des achats

Appel d'offres ouvert
DCE n° 2025/0421/EdA-DA/Fourniture de viandes et de
charcuteries réfrigérées au profit du CLV (Centre
Logistique Vivres) de Brest et du GSC/Pôle
Toulon/Succursale Logistique Vivres du 25/04/2025

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'accord-cadre à bons de commande au profit
du CLV de BREST (lot 1 à 5)

Annexe 1 – Liste des autorités chargées de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande

Annexe 2 - Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement

Annexe 3 – Récapitulatif des factures

Annexe 4 – Eléments de reporting du Chiffre d'Affaires

Annexe 5 - Document de référencement de nouveaux produits

S O M M A I R E

Préambule.....	4
ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE.....	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE.....	4
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre a bons de commande.....	4
2.3. Durée de l’accord-cadre a bons de commande	5
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre a bons de commande.....	5
2.5. Clause de reexamen.....	6
2.6. Non-reconduction.....	6
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BON DE COMMANDE	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces	7
3.3. Exhaustivité des pièces de l’accord-cadre à bons de commande.....	7
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS.....	7
4.1. Substitution de produits.....	7
4.2. Prix promotionnels	8
4.3. Référencement de nouveaux produits	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	9
5.1. Forme et nature des prix.....	9
5.2. révision des prix	9
5.3. Clause de sauvegarde	12
ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	12
7.1. Autorités chargées de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	12
7.2. Schéma d’exécution de l’accord-cadre à bons de commande.....	12
7.3. Processus de commande.....	13
7.4. Modification de commande client.....	13
7.5. Reporting	13
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE LIVRAISON	14
8.1. Processus de livraison	14
8.2. Lieu de livraison.....	14
8.3. Délai de livraison	14
8.4. Horaires de livraison	14
8.5. Bons de livraison.....	14

8.6. Conditions d'accès sur la base navale de Brest.....	15
8.7. Responsabilité du titulaire.....	16
ARTICLE 9 - VÉRIFICATION - ADMISSION - GARANTIE.....	16
9.1. Opérations de vérification.....	16
9.2. Décision après vérification.....	16
9.3. Fiche incident.....	17
9.4. Garantie technique.....	17
ARTICLE 10 - MODALITÉS FINANCIÈRES.....	17
10.1. Mandat administratif.....	18
10.2. Système de règlement par carte d'achat.....	19
10.3. Rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.....	22
ARTICLE 11 – SANCTIONS –PÉNALITÉS – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION.....	23
11.1. Pénalités.....	24
11.2. Exécution aux frais et risques.....	26
11.3. Résiliation.....	27
ARTICLE 12 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ.....	28
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ.....	28
ARTICLE 14 – LITIGES.....	28
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS.....	29

Préambule

Par application du code de la commande publique par « accord-cadre à bons de commande » il convient de comprendre « ancien marché à bons de commande ».

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture de viandes et de charcuteries réfrigérées au profit du **CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest**. Il s'agit d'accords-cadres à bons de commande pour lesquels l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (intermédiation contractuelle).

La prestation comprend :

- La fourniture, l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison à (aux) l'adresse(s) indiquée(s) en annexe 1 au présent document, la facturation, la gestion des litiges, le paiement de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle ;
- la fourniture mensuelle au pouvoir adjudicateur (EdA) d'un récapitulatif des volumes et Chiffres d'Affaires réalisés le mois précédent.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer un démarrage optimal : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitation, établissement des documents d'hygiène et de sécurité, etc.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

- ↳ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».
- ↳ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Le bénéficiaire de l'accord-cadre à bons de commande est le CLV de Brest qui procède aux commandes, réceptions, paiements des factures, traitements des litiges de 1^{er} et de 2^{ème} niveau avec le titulaire, et transmettent à l'EdA des informations sur la qualité des prestations du titulaire et les éventuelles anomalies constatées.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures fractionné à bons de commande sans minimum financier annuel, avec un montant financier estimatif annuel et avec un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les art. R 2161-2 et suivants relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Lot n°	Désignation	Montant financier annuel estimatif en € (H.T.)	Montant financier estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.	Maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.
1	Charcuteries saucisseries réfrigérées Brest	490 000,00 €	1 960 000,00 €	5 880 000,00 €
2	Viandes de porc réfrigérées Brest	222 000,00 €	888 000,00 €	2 664 000,00 €
3	Viandes de volaille réfrigérées Brest	380 000,00 €	1 520 000,00 €	4 560 000,00 €
4	Viandes cuites réfrigérées Brest	40 000,00 €	160 000,00 €	480 000,00 €
5	Viandes de bœuf, veau, agneau réfrigérées Brest	428 000,00 €	1 712 000,00 €	5 136 000,00 €

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans les annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

À l'issue de cette période, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois.

Après ces deux reconductions annuelles, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de six (6) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 27 décembre 2025.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

- L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :
 - les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
 - l'intégration de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande ;
 - Toute autre modification non substantielle et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.
- L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'ordre de service dans les cas suivants :
 - l'intégration de nouveaux points finaux de livraison dans l'accord-cadre à bons de commande ;
 - l'intégration de nouveaux bénéficiaires dans la limite du seuil de 50% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande ;
 - l'intégration de nouveaux produits dans la limite fixée à l'article 4.3 du présent document ;
 - le retrait de produits.

2.5. CLAUDE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption, groupement) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres non prévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au pro rata de l'interruption, évolution de périmètre ou de la gamme) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel.

- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire : Chaque partie peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande. Cette décision doit être notifiée à l'autre partie au plus tard :

- Pour les périodes de reconduction d'un (1) an : quatre (4) mois avant la fin de la période contractuelle ;
- Pour les périodes de reconduction de six (6) mois : deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BON DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées infra.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 15 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014).

3.2.3. Dispositions générales applicables aux pièces de l'accord-cadre à bons de commande

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.3. EXHAUSTIVITE DES PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le titulaire doivent être **fiables et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande. Le titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès de la formation cliente pour la commande de substitution. La formation cliente ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur valide par mail le nouveau produit de substitution et son prix.

Toute modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, télécopie ou voie postale. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 2 semaines avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 11.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.2 du présent CCAP.

La formation cliente en coordination avec le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de demander la résiliation l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Tous les prix de l'accord-cadre à bons de commande peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondants à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dont la valeur cumulative estimée ne dépasse pas la limite de 10% du montant estimatif annuel initialement prévu à l'accord-cadre à bons de commande. Le référencement de nouveau produit doit avoir l'aval du CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest préalablement.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur. Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire remplit l'annexe 5 du CCAP et adresse une proposition tarifaire au pouvoir adjudicateur ;
- après discussions, le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits. Les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre à bons de commande par voie d'ordre de service.

Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée.

Les prix sont franco rendus à l'adresse de la formation cliente du CLV de Brest.

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- l'ensemble des frais inhérents à la livraison des produits ;
- le conditionnement primaire des produits, l'emballage, le transport et les frais divers ;
- l'ensemble des dépenses inhérentes à l'exécution du contrat (Ex. : reporting quantitatif, reportings déclaratifs, paiement du taux d'intermédiation contractuelle, relances de paiement clients éventuelles, envoi factures via Chorus etc...) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle à hauteur de 4 % ;
- les éventuels frais bancaires en cas de paiement par carte d'achat.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est septembre 2025.

5.2. REVISION DES PRIX

L'ajustement des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

Les prix des produits sont ajustés selon les indices de référence figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement et selon les modalités, la périodicité et la formule décrites ci-dessous.

Lot	Désignation de l'accord-cadre à bons de commande	Modalité de révision tarifaire	Indice de référence
01	Charcuteries saucisseries réfrigérées Brest	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE) Ajustement annuel avec prix ferme et sans cotation de références uniquement pour la ligne 30 et 58	RNM
02	Viandes de porc réfrigérées Brest	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM
03	Viandes de volaille réfrigérées Brest	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE) Ajustement annuel avec prix ferme et sans cotation de références uniquement pour la ligne 13 et 14	RNM
04	Viandes cuites réfrigérées Brest	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM
05	Viandes de bœuf, veau, agneau réfrigérées Brest	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM

Ajustement annuel

Pour les lots et articles concernés (cf. tableau supra), les prix des produits sont ajustés annuellement. A chaque date anniversaire, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer un ajustement de prix.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail ou télécopie, les nouveaux tarifs proposés ainsi que tous les documents justifiant de cette hausse, avec un préavis minimum de 45 jours calendaires avant la date anniversaire. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence. L'application des nouveaux prix est approuvée par écrit par le pouvoir adjudicateur préalablement à leur entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, de presse nationale ou internationale, etc ;
- les factures d'achats.

Ajustement trimestriel

Pour les lots et articles concernés (cf. tableau supra), les prix sont révisés par ajustement trimestriel selon les cotations de référence figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les révisions tarifaires ainsi transmises mentionnent obligatoirement et au minimum :

- la désignation du produit ;
- le calibre ou poids de la pièce ;
- la provenance ;

- le conditionnement en précisant le poids du colis ;
- l'unité de vente et l'unité de facturation ;
- le prix en € HT ;
- la proposition d'ajustement tarifaire trimestrielle à la hausse comme à la baisse sur la base de la variation de la cotation du RNM (Réseau des Nouvelles du Marché) et Itavi (en fonction du lot).

Le titulaire doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur la liste de ses prix ajustés trente (30) jours avant la date de révision des prix ajustés pour une application au 1er du mois suivant le trimestre écoulé.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'EdA préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de non-respect de ce délai, le prix applicable au mois en cours est tacitement reconduit pour le trimestre suivant.

Formule des ajustements :

La révision par ajustement des prix (arrondis à 2 chiffres après la virgule) est réalisée selon la formule suivante :

$$Px = FF + (C * Cmx)$$

Px: prix ajusté de l'article au 1^{er} de chaque trimestre

FF : frais fixes (ferme pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

C : coefficient d'ajustement (fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

Cmx : Moyenne trimestrielle des 3 dernières cotations RNM ou Itavi publiées

(Exemple : cotations de juin jusqu'à août (publiées début septembre) et applicable pour les prix au 1^{er} octobre).

Px0 : prix soumissionné au moment de la remise de l'offre septembre 2025 (à l'annexe 1 à l'AE), remplacé par **Px** pendant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

La même formule s'applique en cas de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié.

En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties au présent accord-cadre conviennent d'un autre indice à appliquer.

Révision exceptionnelle des frais fixes

Les frais fixes sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur peut proposer des ajustements exceptionnels justifiés en cours d'année (exemples de justifications : évolution de la fiscalité ; augmentation/baisse exceptionnelle de l'énergie, emballages...).

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit (courriel et courrier) par les deux parties préalablement à son entrée en vigueur.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par courrier, les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de **45 jours calendaires**.

5.3. CLAUDE DE SAUVEGARDE

En cas de hausse de prix annuelle de l'accord-cadre à bons de commande supérieure à 5% par rapport au montant de l'offre initialement convenu ou dernier montant de l'offre connu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 – CORRESPONDANT EN CHARGE DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Le correspondant de l'Econamat des Armées (pouvoir adjudicateur) en charge du suivi courant de l'accord-cadre à bons de commande est le chef de produits, dont les coordonnées sont fournies par l'EdA au titulaire dans la phase préliminaire à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Afin de garantir une gestion optimale de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire désigne dans l'annexe 5 à l'acte d'engagement les personnes qualifiées et ayant la responsabilité de prendre toutes décisions au nom du titulaire pour la gestion administrative et technique de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

7.1. AUTORITES CHARGÉES DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Tous les renseignements nécessaires concernant les formations clientes figurent en annexe 1 au présent document.

ATTENTION : l'adresse de livraison n'est pas la même que celle indiquée pour la facturation. Le titulaire ne doit donc pas joindre sa facture aux produits livrés.

7.2. SCHEMA D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

LA FORMATION CLIENTE (CENTRE LOGISTIQUE VIVRES DE BREST) PASSE COMMANDE AU TITULAIRE

(Déroge à l'article 3.7.1 CCAG FCS)



LE TITULAIRE AJUSTE LA COMMANDE AVEC LA FORMATION CLIENTE (proposition de substitution éventuelle, optimisation des quantités commandées, des coûts logistiques par groupage de commandes dans la mesure du possible, adaptation des moyens de transport, etc.)



LE TITULAIRE CONFIRME LA COMMANDE, PAR ÉCRIT ET LES PARTIES L'ENTÉRINENT



LE TITULAIRE LIVRE LA COMMANDE SELON LES CONDITIONS TARIFAIRES PRÉCISÉES DANS L'ACTE D'ENGAGEMENT



LA FORMATION CLIENTE RÉCEPTIONNE ET ATTESTE DU SERVICE FAIT



LE TITULAIRE TRANSMET LA FACTURE À L'ORGANISME CHARGÉ DE LA LIQUIDATION ET DE L'ORDONNANCEMENT (cf. annexe 1 du présent CCAP)



L'ORGANISME PROCÈDE AU RÈGLEMENT DE LA CRÉANCE DU TITULAIRE

▼

LE TITULAIRE PAIE À L'EDA SA RÉMUNÉRATION MENSUELLE ÉTABLIE SUR LA BASE DES DOCUMENTS FOURNIS (cf. annexe 3 au présent CCAP) de 4 %
--

7.3. PROCESSUS DE COMMANDE

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et la formation cliente ; il doit toutefois respecter les conditions suivantes :

- le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest passe ses commandes (email) en jour J ouvré (du lundi au vendredi sauf jours fériés) au plus tard avant 12h00 ;
- le titulaire confirme au CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest le jour J avant 14h00 la disponibilité des produits ou l'informe de l'indisponibilité d'un ou plusieurs produit(s) ;
- le titulaire et le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest s'entendent ensuite pour aboutir à une commande définitive écrite approuvée par les deux parties en jour J avant 16h00 ;
- la livraison à la formation cliente doit intervenir sous 48h, 96h ou 6 jours ouvrés (bio) selon les produits, ou plus rapidement en cas de commande urgente, aux jours et heures indiqués à l'article 8.2, 8.3 et 8.4 du présent document. Ce délai sera discuté conjointement entre le bénéficiaire et le titulaire.

Les bons de commande doivent impérativement mentionner :

- les nom et adresse de la formation cliente ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (la société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la(es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison de la formation cliente ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit HT ;
- le montant total de la commande HT et TTC ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée à passer commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire ; elle ne peut être supérieure à un mois après la fin de l'accord-cadre à bons de commande.

7.4. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

7.5. REPORTING

Le titulaire communique mensuellement un reporting (annexe 4 au présent document) des volumes vendus à la formation cliente sur le mois écoulé ainsi que le chiffre d'affaires réalisé par produit.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE LIVRAISON

8.1. PROCESSUS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Chaque colis présente une étiquette reprenant le nom de la formation cliente (nom ne permettant pas d'identifier le ministère des armées, nom du service destinataire, etc...) et la nature des produits, la désignation du produit et toutes mentions obligatoires conformément à la réglementation en vigueur.

8.2. LIEU DE LIVRAISON

La formation cliente spécifie l'adresse sur chaque bon de commande. Les produits sont livrés par les soins et aux frais du titulaire directement sur le site de livraison suivant :

Quai des subsistances
Base navale de Brest
29200 Brest

8.3. DELAI DE LIVRAISON

Le titulaire est tenu de respecter le délai de livraison maximum indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Ce délai ne peut excéder 2 jours. En cas de retard, les pénalités décrites à l'article 11.1 du présent document sont applicables.

En cas d'urgence signalée par l'administration pour des raisons opérationnelles en raison des impératifs logistiques des bâtiments de la Marine Nationale (appareillage urgent d'un bâtiment par exemple), il peut être demandé au titulaire de tout mettre en œuvre pour raccourcir au mieux son délai de livraison.

Le CLV de Brest se réserve le droit, dans un délai de préavis de **24 heures** avant la date de livraison, en fonction de l'activité opérationnelle et des mouvements au sein de la base navale de Brest, de modifier la date de livraison.

En fonction de la nature des denrées, des besoins et des capacités de stockage de la formation cliente, les cadences de livraison sont variables.

8.4. HORAIRES DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent tous les jours du **lundi au vendredi de 6h00 à 7h30** (entrée par la porte Cafarelli). Pour toute commande passée le jour J avant 10h30, livraison le jour J+2 à partir de 6 heures.

Exceptionnellement et dans le cas d'une urgence opérationnelle, des livraisons le samedi ou l'après-midi en semaine peuvent être demandées.

8.5. Bons de livraison

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage à l'adresse du CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest.

Toute livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison. En l'absence de ce dernier, la livraison est refusée par le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest.

Le bordereau de livraison est établi en deux (2) exemplaires émargés par les deux parties (titulaire et Centre Logistique Vivres de Brest) dont un exemplaire est réservé au fournisseur et un exemplaire qui sera fourni au Centre Logistique Vivres de Brest par mail) le jour même de la livraison.

Le bordereau de livraison doit comporter :

- les coordonnées de la société ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande du groupe approvisionnement de la succursale log vivres du Centre Logistique Vivres Brest ;
- l'identification de la formation cliente destinataire ;
- les codes articles ;
- les quantités livrées par article ;
- les montants unitaires des produits en euros HT et TTC ;
- le montant total à payer en euros HT et TTC ;
- la date et heure de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et formation cliente).

Un exemplaire du bon de livraison émargé doit être annexé à la facture pour son paiement.

Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par la formation cliente vaut transfert de propriété des produits.

8.6. CONDITIONS D'ACCES SUR LA BASE NAVALE DE BREST

L'accès à la base navale de Brest est soumis à autorisation préalable. En conséquence, dès notification, le titulaire prend contact avec le CLV de Brest pour connaître les modalités d'accès pour les véhicules et le personnel susceptibles d'intervenir pour les livraisons des marchandises.

✉ : sandrine.matarere@intradef.gouv.fr

gsbdd-bsl-ssv-vivres-commandes.accueil.fct@intradef.gouv.fr

☎ : sera communiqué à la notification

Il doit prendre en compte les délais de préavis nécessaires à la délivrance des autorisations d'accès :

- livreur de nationalité française : 96 heures ;
- livreur ressortissants de l'UE : 15 jours.

Les doubles nationalités seront d'office rejetées.

Le titulaire s'engage à ne présenter aux procédures de contrôle de sécurité que des ressortissants de pays appartenant à la communauté européenne. L'administration se réserve le droit d'écarter toute personne soumise à contestation ; le titulaire devant en assurer le remplacement.

Le titulaire est soumis au respect des protocoles de sécurité et aux dispositions des articles R-4515-1 à R-4515-11 du code du travail relatifs aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure. Le personnel de l'entreprise du titulaire est astreint au respect du code de la route et des consignes générales de la base navale de Brest lors de son activité dans tous les établissements militaires précités.

Concernant les références demandées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, **les camions devront impérativement être adaptés à un déchargement sur un quai dont la hauteur est comprise entre 1,10 et 1,20 m.** Aucun déchargement à même le sol ne sera accepté.

8.7. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

ARTICLE 9 - VÉRIFICATION - ADMISSION - GARANTIE
--

9.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

La formation cliente est chargée de contrôler, ou de faire contrôler par toute personne qu'elle désigne, les conditions d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Les produits sont directement livrés dans les locaux de la formation cliente.

A réception, le bénéficiaire réalise les opérations de vérification quantitative et qualitative simple ne nécessitant pas de déconditionnement. Le contrôle de l'intégrité des emballages se limite aux emballages extérieurs (cartons). Néanmoins, il peut effectuer par sondage un contrôle des éléments de traçabilité portant sur les conditionnements ainsi que des contrôles de poids. De même, des prélèvements aux fins d'analyse ou de contrôle de conformité du produit peuvent être mis en œuvre.

La livraison doit correspondre au bon de commande (type de produit et quantités livrées).

9.2. DECISION APRES VERIFICATION

À l'issue de ces opérations, la formation cliente peut prononcer le rejet des fournitures non conformes ou en excès.

Par dérogation à l'article 30.4 CCAG/FCS, dans le cas où des produits livrés sont déclarés non-conformes (ou en excès) et que ces non-conformités sont imputables au titulaire, ce dernier est tenu de reprendre ces produits dans un délai de 24h après notification, quel que soit leur lieu d'entreposage.

Si la reprise nécessite le transport des produits non conformes ou en excès (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique du titulaire), les frais de transport sont à la charge du titulaire.

À défaut, la destruction est de facto réalisée par le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest et des pénalités sont applicables, conformément à l'article 11.1 du présent CCAP.

Lorsque la constatation de non-conformité concerne une unité navigante à la mer, compte tenu de la sensibilité des marchandises incriminées, la destruction de celles-ci est effectuée sur le champ. Le PV de destruction peut alors, sur demande, être communiqué au titulaire.

Par dérogation à l'article 30.1 CCAG/FCS, à défaut de rejet des marchandises, le silence de la formation cliente vaut admission définitive.

Par dérogation à l'article 30.1 CCAG/FCS, en cas de livraison incomplète, il peut éventuellement prononcer une décision d'ajournement de l'admission. Le titulaire est alors invité à compléter sa livraison sous 24 heures ouvrables.

Les décisions de rejet ou d'ajournement sont notifiées au titulaire par le CLV de Brest au moyen d'un courriel.

9.3. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaires de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., la formation cliente est en droit de refuser tout ou partie des produits ; elle n'est pas tenue de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. La formation cliente adresse au titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 10 jours ouvrables.

9.4. GARANTIE TECHNIQUE

Le titulaire garantit que les produits :

- sont conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession, celles-ci comprennent entre autres, les règles d'étiquetage et de sécurité des aliments ;
- sont aptes à l'usage alimentaire ;
- sont de qualité loyale et marchande ;
- sont catalogués, identifiés et étiquetés correctement et conformément à la réglementation en vigueur (ceci comprenant notamment l'apparition des symboles prévus par la réglementation communautaire) ;
- ne présentent pas de danger et comportent les instructions, avertissements et notices nécessaires ;
- sont protégés et emballés correctement pour le transport et le stockage.

Le délai pendant lequel le pouvoir adjudicateur peut faire jouer la garantie technique est celui de la date limite de consommation (DLC) ou de la date de durabilité minimale (DDM) indiquée sur le conditionnement de chaque produit.

Le titulaire doit être en mesure de fournir, sur demande et dans un délai maximum de 2 jours ouvrables, pour chaque lot de fabrication, la traçabilité des produits en amont à la production (pays de production et contrôle des matières premières, autocontrôles réalisés, certification d'absence d'OGM ...).

En cas de vice caché ou d'anomalie, le CLV de Brest adresse au titulaire un compte-rendu et lui demande soit le remboursement soit le remplacement des produits litigieux. Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Les produits litigieux sont stockés durant 24 heures ouvrées chez la formation cliente à compter de l'envoi du compte-rendu. L'organisation et la reprise des produits sont à l'entière charge du titulaire. Passé ce délai, la formation cliente détruit les produits aux frais du titulaire.

ARTICLE 10 - MODALITÉS FINANCIÈRES

Les règlements se font exclusivement par le système de la carte d'achats (Art. 10.2)

Exceptionnellement, en attendant l'obtention de l'agrément bancaire par le titulaire ou en cas de refus ou retrait en cours d'exécution du marché de l'agrément carte d'achat, les règlements peuvent être effectués par mandat administratif (Art. 10.1)

10.1. MANDAT ADMINISTRATIF

10.1.1. ÉMISSION ET ENVOI DES FACTURES OU AVOIRS

Le titulaire livre les produits à la formation cliente, laquelle certifie le bon de livraison valorisé. Cette signature autorise l'émission de la facture par le titulaire et son envoi à **l'organisme chargé de la liquidation et de l'ordonnancement (service exécutant indiqué dans l'Annexe n°1 au présent document)**. Chaque facture est numérotée et fait référence à **une commande précise** pour l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Pro : (https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_index).

10.1.2. DESCRIPTIF DES FACTURES

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter au minimum les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- les noms et adresse de la formation cliente (CLV de Brest) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué dans l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de livraison correspondant ;
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur ;¹
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

10.1.3. MODALITES DE REGLEMENT

- Mode de paiement

Le compte bancaire ou postal est indiqué dans l'acte d'engagement.

- Délai de paiement

Le paiement des factures intervient par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré en annexe 1 au présent document.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 10.1.2, la formation cliente ou son organisme de paiement prévient par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

- Intérêts moratoires

¹Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la réception de facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des prestations (client de l'EdA) n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

10.1.4. AVANCES/ACOMPTES

Aucune avance ou aucun acompte, ni forfaitaire, ni facultatif n'est versé.

10.1.5. AUTORITE CHARGÉE D'ASSURER L'ÉMISSION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT (SERVICE EXECUTANT) DES FACTURES ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le nom de l'autorité chargée d'assurer le traitement et la liquidation de la demande de paiement (service exécutant) des factures est la PFC Brest.

Bureau Courrier Régional Marine de Brest
Base navale de Brest
Plate-forme commissariat Brest
Division finances / Section Soutien Opérationnel / Alimentation
CC20
29240 BREST cedex 9

Le nom du comptable assignataire est la Direction départementale des finances publiques du Finistère 4 square Marc Sangnier – CS 92839 - 29228 BREST CEDEX 2.

10.2. SYSTEME DE REGLEMENT PAR CARTE D'ACHAT

Le présent article a pour objet de fixer les modalités d'exécution du présent accord-cadre à bons de commande selon le système par carte d'achat de passation des commandes, conformément aux dispositions du décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat.

Le titulaire dispose d'un délai maximum d'un (1) mois pour la mise en place de la carte d'achat, à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande.

10.2.1. MISE EN PLACE DU DISPOSITIF CARTE D'ACHAT

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à passer un contrat fournisseur carte achats avec l'organisme bancaire (titulaire du marché conclu par l'administration relatif à l'acquisition de carte d'achat et de prestations annexes à destination des agents du ministère des armées), ou l'un de ses correspondants bancaires.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande est attirée sur le fait que l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par carte d'achat entraîne des frais de gestion.

Par ailleurs, la banque du titulaire doit pratiquer le dispositif carte d'achat. Les banques, notamment BNP, Natixis, Banque populaire, HSBC, Société Générale, Crédit Mutuel et Caisse d'Epargne acceptent ce dispositif.

10.2.2. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les commandes passées au titre de l'accord-cadre à bons de commande peuvent être notifiées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret^o 2023-209 du 27 mars 2023.

Les bons de commandes émis par carte d'achat peuvent être de deux natures :

- dématérialisés au moyen du portail Internet (interface entre l'administration et le titulaire) ;
- transmis par courrier électronique.

Les commandes émises en dehors du dispositif d'exécution de la carte d'achat doivent être rejetées par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Elles ne peuvent pas faire l'objet d'un paiement par l'administration.

Les bons de commandes portent les mentions suivantes :

- les noms et adresse de la formation cliente ;
- le numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le code du service exécutant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la (es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison du client ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- le conditionnement ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit hors taxes ;
- le montant total HT de la commande ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer ;
- les signatures, nom et qualité de la personne habilitée à passer commande.

10.2.3 MESURES TRANSITOIRES

Dans le premier mois suivant la notification et dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas encore mis en place la carte d'achat, le bon de commande est émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe 10.1.2 et fait l'objet d'un paiement dans les conditions fixées à l'article 10.1 du présent CCAP.

10.2.4 CAS DU REFUS OU DU RETRAIT DE L'AGREMENT DE CARTE D'ACHAT PAR L'EMETTEUR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'agrément du titulaire peut être refusé ou lui être retiré en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'émetteur des cartes d'achat (établissement bancaire).

Dans ce cas, les bons de commande sont émis sur support papier en comportant les mêmes éléments que ceux cités au paragraphe précédent (ne figurent plus les informations relatives au porteur de la carte d'achat).

Le règlement de la facture est effectué par mandat administratif dans un délai maximum de trente (30) jours par l'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire énuméré dans l'acte d'engagement :

- soit de sa réception si la fourniture est déjà admise ;

-soit de l'admission de la fourniture si la date de réception de la facture lui est antérieure (adresser l'attestation du service fait afférente).

Le défaut de paiement dans le délai prévu ouvre au titulaire le droit à paiement d'intérêts moratoires calculés au taux de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

10.2.5 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

Un récapitulatif de commande est adressé au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande en fin de décade. Ce récapitulatif mentionne également les noms, prénoms, coordonnées et signature du porteur de la carte d'achat ainsi que le numéro de la carte d'achat (lorsque le client paye par carte achat), sa date de validité et enfin, le numéro de compte client chez le titulaire.

Parallèlement, le titulaire s'engage à adresser les factures en un seul exemplaire en précisant impérativement si la facture a été acquittée (par carte d'achat ou par virement administratif), à l'adresse du service exécutant chargé de la liquidation :

Bureau Courrier Régional Marine de Brest
Base navale de Brest
Plate-forme commissariat Brest
Section Carte achat
CC20
29240 BREST cedex 9

Chaque facture correspond à **une** commande et comporte obligatoirement :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la désignation et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro et la date de la commande ;
- **le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande ;**
- le code du service exécutant repris du bon de commande ;
- la désignation des fournitures reprise du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison correspondant ;
- la nature des produits livrés, leur quantité ou leur poids et leur prix unitaire hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- la date de facturation ;
- la date de la livraison ;
- le(s) code(s) produit(s) du fournisseur² ;
- les prix unitaires hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

En cas de litige relatif au montant des factures, la formation cliente dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'organisme bancaire par le service liquidateur de l'administration pour notifier ses observations au titulaire.

²Ce(s) code(s) produit(s) doit (vent) être identique(s) à celui (ceux) mentionné(s) dans les bons de livraison

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place, conjointement avec l'émetteur des cartes d'achat un dispositif d'avoirs.

En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, la formation cliente se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

10.2.6 REGIME DEROGATOIRE

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne peut procéder au nantissement ou à la cession de tout ou partie du présent accord-cadre à bons de commande.

10.2.7 AUTORITES CHARGEES D'ASSURER LA LIQUIDATION ET L'ORDONNANCEMENT (SERVICE EXECUTANT) DES FACTURES ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le nom de l'autorité chargée d'assurer la liquidation et l'ordonnancement des factures est la PFC de Brest dont l'adresse est indiquée à l'article 10.2.5.

10.3. REMUNERATION DE L'EdA AU TITRE DE L'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

Elle se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires HT réalisé chaque mois de 4 %.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, des produits définis contractuellement entre l'EdA et l'attributaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée.

10.3.1. PROCEDURE

- ***Déclaration de chiffres d'affaires et reporting***

Le titulaire doit fournir mensuellement, dans les 20 jours ouvrés suivant la fin du mois concerné, sous forme de fichier de type EXCEL les annexes 3 et 4 au présent document avec différentes données à indiquer. Les données financières sont en euros HT.

Ces documents doivent donner le même total.

- ***Émission de la facture d'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire transmet les « annexes reporting » (annexes 3 et 4 au présent document) à Mme Laura Noury (laura.noury@economat-armees.fr), chargée de la facturation.

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur effectue des contrôles et émet une facture.

- ***Mode de paiement de l'intermédiation contractuelle (IC)***

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture ou par chèque à l'ordre de l'Economat des Armées.

En cas de défaut de paiement et après plusieurs relances, l'EdA se réserve la possibilité d'initier une procédure de recouvrement par voie d'huissier.

En cas de retard, défaut ou reliquat de paiement de la part des clients, le paiement de l'intermédiation contractuelle se fait au prorata des sommes perçues par le titulaire.

- ***Contrôle des éléments communiqués***

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier recommandé avec AR, une fois par an dans le courant du 1^{er} semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

- ***Intérêts moratoires***

À défaut de paiement dans les 30 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

10.3.2. DEFAUT DE DECLARATION

- ***Déclaration erronée***

- En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent.
- En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10 % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.

- ***Défaut de déclaration***

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le chiffre d'affaires du mois écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 11.1 du présent document.

ARTICLE 11 – SANCTIONS – PÉNALITÉS – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION
--

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous :

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 11.1	Défaillance temporaire du Titulaire	Défaillance du Titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 11.1)	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au Titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

11.1. PENALITES

Retard	<p>En cas d'impossibilité pour le titulaire de livrer le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest dans les délais fixés lors de la confirmation de commande, la pénalité suivante est appliquée :</p> $P = (V \times N) \times 10 \%$ <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>V : valeur en euro HT des produits livrés en retard ;</p> <p>N : nombre d'heures de retard.</p>
Rupture	<p>Si un retard de livraison est supérieur à 8 heures pour un bon de commande, la formation cliente considère alors que c'est une rupture.</p> <p>Dans ce cas, une pénalité est appliquée :</p> $P = V \times 20 \%$ <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>V : valeur des produits en euro HT non livrés.</p> <p>Cette non-livraison constitue une entorse grave au présent accord-cadre à bons de commande et peut être la cause d'une exécution aux frais et risques telle que prévue à l'article 10.2 du présent document.</p>

Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4.1 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 5.5 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le pouvoir adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.</p>
Substitution non validée	<p>Lorsqu'un produit doit faire l'objet d'une substitution, le titulaire s'engage à respecter la procédure décrite à l'article 4.1 du présent document.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Substitution ponctuelle de produits : en cas de substitution ponctuelle d'office de produits par titulaire, c'est-à-dire sans l'accord express du CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest, la marchandise est refusée. ➤ Substitution définitive de produits : en cas de substitution définitive d'office de produits par le titulaire, c'est-à-dire sans l'accord express du pouvoir adjudicateur (<i>cf.</i> annexe 5 au présent document), la marchandise est refusée. <p>La marchandise objet de la substitution non validée est retournée au titulaire. Tous les frais de retour sont à la charge du titulaire.</p> <p>Ces substitutions non acceptées, constatées à l'ouverture des marchandises peuvent faire l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € HT par produit.</p>
Modification d'un agrément sanitaire sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur	<p>Dans le cas où le Titulaire change l'agrément sanitaire d'un ou plusieurs produits ou a recours à un établissement qui n'est pas indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € HT par modification est appliquée au Titulaire.</p> <p>Cette faute peut entraîner la résiliation immédiate de l'accord-cadre à bons de commande aux torts exclusifs du Titulaire, conformément à l'article 11.3.3 du présent document.</p>
Non- conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 24 heures ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes, les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction sera à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 11.3.3 du présent CCAP.</p>
Alerte sanitaire	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - 5 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel < 200 K € ; - 10 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel >200 K€ < 500 K€ ; - 15 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif > 500 K€ < 1 M€ ; - 20 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec montant estimatif >1 M€. <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
Absence de reporting mensuel	En cas de non fourniture des reportings mensuels de consommation (cf annexe 4 au présent document), une pénalité de 100 €HT par jour de retard est appliquée.
Retard de paiement de la rémunération d'IC	Dans le cas où le titulaire omet de communiquer dans les délais susmentionnés le CA du mois écoulé au pouvoir adjudicateur, ce dernier établit sa facture, au vu de la déclaration fournie par la formation cliente, majorée de 1,5% du CA réalisé sur le mois concerné.
Déclaration erronée	<p>En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le mois précédent ;</p> <p>En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10 % basée sur la totalité des sommes certifiées sur le mois concerné.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

11.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

11.3. RÉSILIATION

11.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

11.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

11.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire et notamment en l'absence de règlement de la commission sur vente sur deux mois consécutifs ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- dans l'hypothèse de non déclaration des chiffres d'affaires et/ou de non-paiement des commissions facturées par l'EdA et/ou de refus de fournir l'attestation de chiffre d'affaires, non exécutions répétées, défaillances ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.
- en cas de récurrence de non-conformités constatées.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

11.4.4. Résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 12 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation font l'objet de contrôles journaliers dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire ;
- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

Le chauffeur doit présenter son permis/ sa carte d'identité /la carte grise /l'extrait du Memo véhicule assuré. Sans ce document, la société se verra interdire l'accès à la Base Navale.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et du CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées, ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

.

.

ARTICLE 14 – LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et le CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture ou un retard (au-delà des niveaux prévus dans

l'annexe 2 au présent CCAP), il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS
--

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 2.1	Parties contractantes et bénéficiaire	Article 3.7.1
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.2	Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7.1
Article 7.3	Processus de commande	Article 3.7.1
Article 8.5	Bons de livraison	Article 31
Article 8.7	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 9.1	Opérations de vérification	Article 28
Article 9.2	Décision après vérification	Article 30.4 Article 30.1 Article 30.2
Article 9.2.2	Emission des bons de commande	Article 3.7.1
Article 11.1	Sanctions et pénalités	Article 14.1
Article 11.2	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 11.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42